

SCANNED

CE DOCUMENT
APPARTIENT A
INF LEG / DOC NORMES

REPUBLIQUE DU BENIN

MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU
TRAVAIL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

DIRECTION DU TRAVAIL

ARRETE

N° 52 / MFPTRA/DC/SGM/DT/SST

Fixant la limite dans laquelle les
médicaments et accessoires nécessaires sont
fournis gratuitement au travailleur et ses
enfants logés avec lui par l'employeur**LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL
ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE**

- Vu la Loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu la Loi n° 98 - 004 du 27 janvier 1998 portant Code du Travail en République du Bénin ;
- Vu la proclamation le 1^{er} avril 1996 par la Cour Constitutionnelle des résultats définitifs des élections présidentielles du 18 mars 1996 ;
- Vu le Décret n° 87-50 du 06 mars 1987 portant création, composition et fonctionnement du Conseil National du Travail ;
- Vu le Décret n° 98-280 du 12 juillet 1998 portant composition du Gouvernement ;
- Vu le Décret n° 96-608 du 27 Décembre 1996 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative ;

Après avis du Conseil National du Travail en sa session d'août 1998

A R R E T E :**Article 1^{er} :** Le présent Arrêté est applicable aux travailleurs et employeurs soumis au Code du Travail.**Article 2 :** En cas de maladie d'un travailleur ou de ses enfants logés avec lui par l'employeur, ce dernier est tenu de leur fournir gratuitement les soins et dans la limite définie à l'article 3 ci-dessous, les médicaments et accessoires nécessaires.**Article 3 :** Les frais des médicaments et accessoires nécessaires indiqués à l'article 2 ci-dessus sont pris en charge par l'employeur dans la limite de 60 % pour le travailleur de même que pour ses enfants.

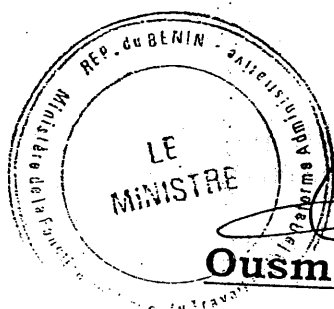
Article 4 : Dans ce cas, les médicaments et accessoires nécessaires doivent être prescrits par le Médecin d'entreprise ou un Médecin spécialiste agréé désigné par le Médecin d'entreprise en accord avec l'employeur.

Article 5 : Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont punis des peines prévues à l'article 299 du Code du Travail.

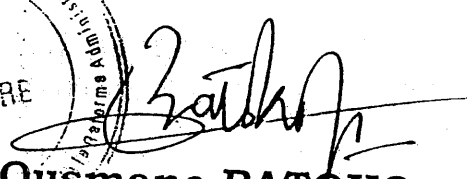
Article 6 : La mise en œuvre de cet arrêté ne peut en aucun cas être la cause de réduction ou de restriction des avantages individuels ou collectifs plus favorables antérieurement acquis.

Article 7 : Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel.

Fait à Cotonou, le 26 OCT. 1998



 LE MINISTRE



Ousmane BATOKO

AMPLIATIONS :

- JORB	02
- PR	01
- SGG	01
- A.N.	01
- MFPTRA	06
- DT	08
- CCIB	02
- ONEB	02
- SYNDICATS	10
- TOUS AUTRES MINISTRES	17
- COUR SUPRÊME	01
- TOUTES DIRECTIONS/MFPTRA	20